

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Congrès du Parlement: Ali Bongo prône la consolidation de notre

EN s'adressant à l'ensemble de la représentation nationale, le président de la République, heureux de se retrouver face aux députés et sénateurs, a réaffirmé la nécessité de préserver notre socle commun.

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

CONFORMÉMENT aux dispositions de l'article 24 de la Constitution, le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, s'est adressé hier dans l'hémicycle flambant neuf du Palais Léon-Mba aux deux Chambres du Parlement réunies en Congrès.

Une manifestation symbolique à plus d'un titre (Lire ci-contre). D'autant plus que c'était la première fois que le numéro un gabonais s'adressait, en présentiel, à l'ensemble des représentants du peuple depuis l'incident sanitaire qu'il a connu en octobre 2018, à Ryad, en Arabie saoudite. D'où la standing ovation des députés, sénateurs et membres du gouvernement à son endroit (Lire ci-dessous). Dans tous les cas, cette adresse est intervenue quelques jours après l'inauguration de cet hémicycle, entièrement réhabilité à la suite des malheureux événements survenus en août 2016.

De fait, le président de la République a réaffirmé la nécessité, pour les représentants de "l'expression et l'incarnation de la volonté nationale", d'œuvrer inlassablement, continuellement à la préservation et à la consolidation de notre vivre-ensemble. Mesurant la gravité et la responsabilité que lui confère la disposition constitutionnelle susmentionnée, le chef de l'État s'est dit heureux de se retrouver devant "les dignes représentants du pouvoir législatif", de "l'expression et l'incarnation de la volonté nationale".

Ce, d'autant plus que, a-t-il précisé, durant les moments difficiles qu'a connus notre pays ces dernières années, non seulement notre architecture institutionnelle n'a pas vacillé. Mais députés et sénateurs ont su faire montre "de discernement,

clairvoyance et de sagesse" en approuvant massivement les dernières révisions de la Constitution. "Des réformes audacieuses", selon Ali Bongo Ondimba, qui n'ont pour finalité que de "parvenir à la réalisation du bien commun, au service du plus grand nombre". Avec en filigrane, la préservation de la paix, la sécurité, la promotion de la liberté, l'égalité entre hommes et femmes et le bien-être pour tous. "Vous avez su saisir cette opportunité historique. Opportunité d'emmenant la société gabonaise à faire un pas de géant. À s'arrimer à la modernité, tout en préservant ses traditions et son socle culturel. Opportunité de soutenir, de préserver, de garantir, par des textes de loi, le rôle prépondérant que la femme gabonaise a toujours occupé au sein de nos familles et de nos communautés", a clamé le président de la République. Se réjouissant de la récente élection du Gabon comme membre non permanent du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (Onu), se félicitant de la gestion de la pandémie de Covid-19 par notre pays, le premier gabonais a relevé la nécessité "d'intensifier et d'accélérer les mécanismes déjà amorcés, notamment grâce au Plan d'accélération de la transformation", en l'adossant à une réforme de notre système de formation tout en alliant le respect de l'environnement au développement socio-économique.

"Pour mener à son terme ce vaste mouvement que nous avons initié, j'ai résolument besoin de votre soutien et de votre confiance", a avancé le président de la République. Non sans avoir mis l'accent sur la nécessité de ne pas laisser "de petits intérêts particuliers ni des agendas cachés désagréger notre unité, notre solidarité et notre vivre-ensemble".



Le président Ali Bongo Ondimba posant avec les membres des bureaux de l'Assemblée nationale et...

FLORILÈGE

- "Pour garantir la paix dans notre pays, il faut assurer la justice sociale entre tous nos citoyens. Cette justice sociale porte un nom : l'égalité".
- "Légiférer, tout comme gouverner, c'est prendre conscience non seulement de ses droits, mais aussi de ses responsabilités et de ses devoirs".
- "Face à cette terrible pandémie de Covid-19, les décisions que j'ai prises, notamment l'instauration du couvre-feu ou le confinement, n'ont pas toujours été comprises par les populations (...)".
- "Le populisme est une voie large et facile d'accès. Toutefois, il conduit toujours à une impasse. Il est tout comme la démagogie, l'antidote de la démocratie".
- "Ne laissons pas de petits intérêts particuliers ni des agendas cachés désagréger notre unité, notre solidarité et notre vivre-ensemble".

© Steve-Ahther

Ali Bongo Ondimba pour vivre-ensemble



du Sénat.

Photo: DR

Standing ovation républicain



ONDOUBA'NTSIBAH
Libreville/Gabon

Du Congrès d'hier, on gardera plusieurs souvenirs dont la standing ovation auquel le président de la République, Ali Bongo Ondimba, a eu droit de la part de ses hôtes. C'est-à-dire des élus des deux chambres du Parlement, Sénat et Assemblée nationale réunis. Un hommage sur fond de félicitations et encouragements de la part des sénateurs et députés, non seulement pour l'honneur à eux fait, mais aussi pour les nombreux efforts, sans doute pénibles, qu'il a déployés depuis son AVC pour revenir au niveau sanitaire qui est le sien aujourd'hui. Selon le président de la première institution parlementaire, Faustin Boukoubi, cet hommage était avant tout destiné à un ancien collègue devenu président de la République. Donc une personnalité qui connaît les réalités du travail parlementaire. Un rappel juste d'autant plus qu'Ali Bongo Ondimba a siégé à l'Assemblée

nationale de 1990, jusqu'à son entrée au gouvernement en tant que ministre de la Défense. C'était le député du siège unique du département de la Djouori-Agnili (Bongoville), dans la province du Haut-Ogooué. Cette standing ovation est également la meilleure manière pour le Parlement d'exprimer sa gratitude au chef de l'Etat pour avoir choisi sa tribune pour venir s'adresser, pour la première fois en présentiel, au peuple gabonais via ses représentants, depuis ce cruel jour d'octobre 2018. Et cet hommage a été pour le moins républicain, d'autant plus qu'il a mobilisé tous les députés et sénateurs présents, au-delà de leurs appartenances politiques (majorité et opposition). Sur un tout autre plan, il faut souligner que ce Congrès intervient à la veille de la fin de la session parlementaire. De ce point de vue, le message livré par le chef de l'Etat devrait être relayé par les parlementaires dans leurs circonscriptions respectives, lors des vacances parlementaires à venir.

Un double symbole!

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

Voilà comment beaucoup d'analystes et autres observateurs du landerneau politique qualifient la sortie hier du premier magistrat gabonais, Ali Bongo Ondimba, dans l'hémicycle flambant neuf du Palais Léon-Mba. Une sortie attendue de tous, vu qu'il s'agit de la première du second mandat du président de la République. En effet, depuis la dernière élection présidentielle, c'est la première fois qu'il convoque le Congrès extraordinaire

du Parlement comme le lui confère l'article 24 de la Loi fondamentale. Pour ce faire, quoi de mieux que la réouverture du Palais Léon-Mba, après plusieurs années de travaux? "(...) Je salue la réouverture du Palais Léon-Mba. Tel un phénix, il renaît de ses cendres. C'est la preuve que si l'on peut s'en prendre à un bâtiment, on ne peut attenter à une idée, a fortiori à un idéal. Que chacun se le dise, la démocratie au Gabon est sacrée!", a-t-il déclaré. Une façon très élégante mais surtout diplomatique de condamner les émeutes postélectorales de

2016. Pour rappel, lors des dites émeutes, plusieurs édifices publics et privés dont la "maison du peuple" avaient été saccagés par une horde de manifestants mécontents des résultats de l'élection présidentielle d'août 2016. Autre symbole et pas des moindres, la prise de parole dans cet espace républicain, du fait de la contradiction et la liberté d'expression devant y prévaloir. Le chef de l'Exécutif a donc été le premier hôte, par ailleurs premier intervenant, à prononcer un discours officiel devant le pupitre, situé en contrebas du perchoir. D'ailleurs le président du Parlement,

Photo: DR



l'honorable Faustin Boukoubi n'a pas caché sa joie. Il n'a pas non plus manqué de souligner que l'intervenant du jour est un ancien collègue qui connaît bien le fonctionnement d'une part de l'Assemblée nationale

et d'autre part du Parlement. Un ancien collègue, devenu entre-temps chef de l'Etat, qui vient donner le ton des débats et autres travaux de députés (lire ci-dessus). Il s'agit ni plus ni moins d'un symbole fort.